

971.004114
G88210
1953

Où allons-nous ?

par

le chanoine LIONEL GROULX

•
Texte d'une conférence prononcée

à

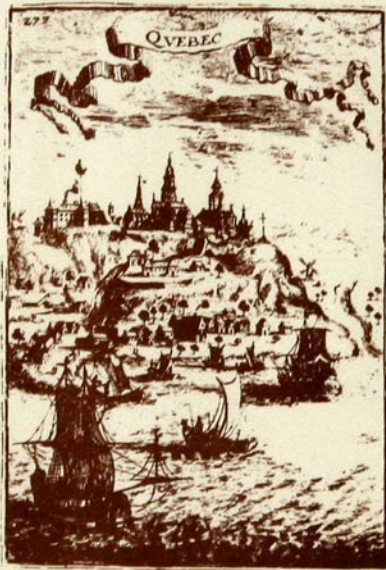
l'auditorium du Plateau

le 26 mai 1953



Les conférences
du Devoir - 1

25 sous



Bibliothèque Nationale du Québec

Monsieur le Président, (1)

Mesdames, Messieurs,

Où allons-nous ? J'ai l'impression qu'on me demande : Quel temps fera-t-il demain ? Qu'on se rassure : je n'entends point concurrencer l'**Almanach du Peuple**, n'ayant pas eu la chance, du reste, de faire mes études à Dorval. La question néanmoins, m'a-t-on dit, court la rue : émoi, inquiétude universelle, devant le Sphinx aux yeux mi-clos qu'est le proche avenir du monde. Question assurément opportune pour tout homme ou tout peuple en marche intéressés à savoir où les mène la route qu'ils ont choisie. Où allons-nous ? . . . C'est pour avoir négligé de se poser l'élémentaire question ou se l'être posée trop tard, qu'il y a quelque six mille ans, vous vous souvenez, en un certain pays de Babel, des ingénieurs, des techniciens en construction se trouvèrent en assez mauvaise posture, au pied d'une tour fameuse. Une extraordinaire confusion d'esprits et de langues s'en est même suivie qui se serait répandue jusqu'au Canada français.

Où allons-nous ? Nous est-il possible de le savoir ? A qui le demander ? Quel augure consulter ? Si nous n'étions qu'une race animale, que des insectes supérieurs, une science comme la paléontologie pourrait, sans doute, nous révéler notre destin. Nous savons comment naissent et disparaissent ces sortes de races. Mais voilà, nous sommes autre chose. Dans la vie de notre espèce s'introduisent deux facteurs de capacité révolutionnaire : l'esprit et la volonté qui bouleversent le vieux déterminisme géologique.

Réponse de l'histoire

Nous adresserons-nous alors à cette maîtresse anthropologie qu'est l'Histoire avec une majuscule ? Passablement borgne devant l'avenir qui n'est pas son fait, mais en revanche riche d'expérience, parce qu'elle porte en sa besace tout le passé, elle en

(1) M. J.-E. Boucher, président général de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.



peut tirer quelques grains de sagesse. Elle enseignera, par exemple, à tenir compte de l'accidentel, de la cause fortuite et petite, mais grosse d'effets terribles. Elle sait ce dont sont capables les grandes ou petites passions humaines. Tant de fois, dans son rayon visuel, elle a vu passer le nez de Cléopâtre. Pour le comportement humain, elle peut aussi enseigner, quoi qu'on dise, quelques lois ou quelques vérités expérimentales. On dit souvent : l'histoire ne se répète pas. Axiome demi-vrai comme un peu tous les axiomes. Sans doute l'histoire n'offre jamais de périodes exactement récurrentes, où un peuple, un groupement humain revient faire ce qu'il a déjà fait. Qui ne connaît le fatal cadran dont les aiguilles peuvent accélérer ou ralentir leur marche, mais qui ne savent pas reculer ? L'histoire n'en est pas moins remplie de phénomènes à répétition. Des causes identiques ou ressemblantes, nous le savons, produisent des effets ressemblants ou identiques. Certains errements, certaines déviations d'esprit dans la vie d'un peuple, conduisent à d'inévitables catastrophes, de même que d'opportuns redressements peuvent enrayer la course à l'abîme. Bien des civilisations sont mortes depuis 6,000 ans. Toynbee en a compté une vingtaine. Combien, dans ce nombre, se sont écroulées sous les feux du ciel ou sous le pic d'un conquérant ? En presque chaque cas, on peut déceler la courte vue ou la longue sottise des hommes. L'histoire est le cimetière des grands suicides.

En résumé, sans rien de commun avec la diseuse de bonne aventure, l'histoire n'est pas, non plus, conseillère de fatalisme. Aux hommes comme aux peuples, elle enseigne qu'ils ont, en somme, la liberté du choix. A la condition d'avoir de l'esprit et de la volonté et de s'en servir, ils peuvent être, pour une grande part, les maîtres de leur destinée.

Fc
132
G767
1953

Perspectives du temps présent

Souhaitez-vous en savoir davantage ? Et d'abord, ne serait-ce pas chimère que d'y prétendre ? Lisez-vous, dans **La Terre de Chez Nous**, les "Chardons secs" de notre ami Dominique Beaudin ? Il y a là, enfermées dans de courtes formules et frayant côte à côte, de délicieuses petites malices et des conseils de haute sagesse. On vous dira, par exemple : "L'hiver passera, il n'y a qu'à attendre". Attendre pour percer notre avenir, ne serait-ce pas le plus sage ? Qui peut se vanter, en tout cas, d'arracher ses secrets au Sphinx, sans y apporter à la fois de la largeur et de la longueur de vision ? Longueur de vision, puisque la vie et la mort d'un peuple ne peuvent être le fruit que de longues gestations, une liaison considérable d'événements se déroulant dans une vaste période. Largeur de vision, puisque ainsi l'exige la contingence actuelle, la structure du monde de 1953. Le temps est déjà loin où les petits peuples auraient pu vivre solitaires, satisfaits d'observer le monde par le gros bout de la lunette ou par le périscope d'un sous-marin. Etudiant à l'Université de Fribourg, en Suisse, je me souviens qu'un professeur de philosophie nous disait : "Nos contemporains se croient des savants parce que nous avons exploré notre terre; mais quand on fait la somme de ce que nous ignorons, dans les à-côtés de notre planète puis de l'au-dessus et de l'au-dessous, avouons-le, nous sommes restés d'effroyables ignorants." Aujourd'hui la planète nous est mieux connue; nous savons même qu'elle recèle, en ses entrailles, de quoi la faire voler en éclats, comme une vulgaire bombe. Nous connaissons mieux également ce qui est au-dessus et ce qui est au-dessous; ces innombrables galaxies qui flottent et s'enfuient dans des espaces d'étendue terrifiante, spectacle qui bouleverse notre sens traditionnel de l'homme et de l'univers. Pendant ce temps, le phénomène nouveau et troublant à la surface de notre monde, c'est son unification à vitesse accélérée. Unification commencée, il est vrai, il y a trois siècles, à l'heure des grandes découvertes. Mais si l'on songe

qu'à la lente jonction des terres et des océans, par les circumnavigations des voiliers, a succédé le rapprochement par l'avion, et par l'avion dont la vitesse dépasse le son, chacun entrevoit la course fougueuse où ne peut manquer de se précipiter l'histoire prochaine. Affirmer l'acheminement rapide du monde vers quelques rares et puissantes agglomérations n'est plus même une façon de parler proprement. D'ores et déjà, notre monde est bel et bien cristallisé autour de deux pôles : Moscou et Washington. Et, en même temps que politiquement et économiquement notre monde se cristallise, la civilisation, autre phénomène à retenir, tend à s'unifier dans l'occidentalisme. Ceux-là mêmes qui s'insurgent contre l'idéologie ou la civilisation occidentale, c'est le cas de Moscou et c'est le cas de la Chine, lui empruntent ses techniques pour s'en affranchir.

Dans cette perspective, je vous demande maintenant de réfléchir sur l'avenir de notre Canada, collé au flanc de l'un des mastodontes évoqués il y a un instant, et, à certains égards, pris entre les deux. Et je vous prie de me dire quel peut être l'avenir des petits peuples de l'espèce du nôtre : fragiles barques de pêcheurs errant au milieu des banquises, ou, si l'on préfère, coquilles de noix entre les pinces d'un casse-noisette. Non seulement nous sommes cernés, pressés comme jamais nous ne l'avons été, mais encore plus inexorable s'affirme l'impossibilité de rester étranger à tout le vaste environnement. Pris dans ce contexte, je répète ma question : quel destin nous attend ? Où allons-nous ? L'histoire de tous les peuples ne peut plus être qu'un chapitre de l'histoire du monde. Les nations pygmées font penser à ces nébuleuses ou astres perdus qui ont pu mener quelque part une existence isolée, mais destinées à se faire happer aujourd'hui ou demain par quelque irrésistible constellation. Et je laisse de côté cette autre hypothèse hallucinante, qui veut que nul point du monde ne soit plus à l'abri d'une catastrophe qui pourrait être finale. Hélas ! le Prométhée qui ravissait aux dieux d'autrefois le secret du feu, n'appartient plus qu'à la petite histoire. L'homme moderne a trouvé beaucoup mieux. "Quelques fous, comme dirait Maurois, pourraient détruire notre monde".

Tour d'horizon de défaitistes

Les alarmistes n'ont pas attendu ces conjonctures pour se donner beau jeu. Et vous savez quel tour d'horizon nous proposent parfois ceux de chez nous.

Sur tous les points nous serions en recul ou gravement menacés. Dans l'ordre politique, ce serait l'inéluctable victoire du centralisme. Lutte vaine du nain contre le géant, lutte sans autre issue politique que la reddition du Québec. Au reste, l'on fait défiler, devant nos yeux, tout un personnel politique, celui-là précisément de notre représentation fédérale, députés, sénateurs, ministres, gagnés, à peu d'exceptions près, à l'unitarisme, et ici-même, dans la citadelle, l'ennemi en possession de solides complicités. Dans l'ordre économique, constatations aussi déprimantes. En dépit des richesses tant vantées de la terre québécoise, presque tous les leviers de commande, presque toute l'exploitation des principales sources de ces richesses, encore aux mains de capitalistes, d'ingénieurs, de techniciens pour la plupart étrangers; et en face de cette oligarchie, un Etat provincial déchu de toute préention valable à l'autonomie, par son impuissance à fournir à la majorité de ses commettants, d'honnêtes moyens de vie, et d'abord, apparemment incapable de la libérer de l'esclavage économique. D'un pareil état de choses, quelles répercussions ne pas appréhender dans la vie sociale de la province? Tout ce qui, il y a 80 ans, faisait la solidité de nos structures, tout cela, fortement ébranlé: la paroisse, la famille canadiennes à demi-démantelées, ne répondant plus que partiellement à leurs fins; une dénatalité décroissante, une éducation familiale décadente; un type rural, type d'établissement autonome, affreusement décimé au profit d'un prolétariat ruineux et sans cesse grossissant; les campagnes dépeuplées au profit de ces mangeuses d'hommes que sont les villes. Aussi amer pessimisme dans le domaine de la culture. En haut, parmi ceux qui devraient être les chefs, une bourgeoisie professionnelle et politicienne recroquevillée sur ses inté-

rêts de caste; des intellectuels de plus en plus indifférents à la réalité nationale, affriandés par tous les poisons des civilisations séniles; un enseignement désaxé, qui se donne l'air de chercher encore sa formule; pour cela même, toute une génération de jeunes Canadiens français, celle des vingt à trente ans, parfaitement déracinée de sa terre et de son histoire, en rupture complète avec les idéaux traditionnels. A ce diagnostic déjà chargé, l'on ajoute l'état pitoyable, au pays de Québec, de la langue nationale, ce thermomètre de la vitalité culturelle; le visage de plus en plus anglais de la province; le peuple gagné à l'anglomanie, prêt à vendre son âme pour les trente deniers du tourisme.

Dans leur tour d'horizon, les défaitistes, on le pense bien, ne négligent point de recenser les pertes ou défaites de la vie française en Amérique, ses reculs incessants sur presque tous les points. S'ils nous concèdent des avances victorieuses dans le Nouveau-Brunswick; en revanche, ils évoquent le naufrage aux trois quarts consommé de plus d'un million de Franco-Américains; l'écroulement commencé, dans l'Ontario par l'éclatante défection d'une institution universitaire; la péninsule de l'Essex plus qu'à demi-entamée; les régions de Midland, de Penetanguishene, à peu près perdues; celles de Pembroke, de North Bay et du Sault Sainte-Marie soumises à un grugement systématique; enfin, dans tout l'ouest français, l'absence de vrais pôles de ralliement, la désaffection progressive de la vieille province trop lointaine; et d'ailleurs, au sein de toutes les minorités, lentement minées par la pratique obligatoire du bilinguisme intégral et par des lois scolaires mesquines, l'affaiblissement irrépressible de la vie et de l'esprit français. Ainsi, en résumé dans le Québec et dans tous les secteurs, le recul, l'effondrement. Hors du Québec, le rétrécissement continu de l'implacable peau de chagrin.

Aggravation depuis 1867

Si je ne craignais d'ajouter à l'impression pénible de ce tour d'horizon brossé évidemment trop au noir, il y aurait peut-être lieu de se demander, par quel singulier hasard, beaucoup de ces misères se sont abattues sur nous, en dépit de redressements qui avaient pourtant l'air de chances providentielles? Car enfin, et il y a moins de cent ans, une époque, celle de 1867, est venue s'inscrire dans notre histoire. L'Etat français recevait alors sa plus haute consécration; et il parut qu'en ces jours-là, le dépôt

de notre destinée nous était pour de bon remis entre les mains. Pourquoi faut-il que l'on puisse dater de cette époque nos premiers glissements et j'oserais dire notre fol esprit de désintégration ? Ceux de ma génération se souviennent avec quel entrain, vers 1900, nous entrions dans la vie. Mais aussi, avec quel arrière-goût de cendre à la bouche.

Que la France était belle au soleil de Messidor ! Mais qu'avait-on fait de ce qui aurait pu être un merveilleux point de départ ? Qu'avait-on fait de l'autonomie québécoise si chèrement conquise ? Qu'était devenu le rêve passablement naïf, il est vrai, des Pères de la Confédération ? Notre enfance avait bien entendu le coup de clairon d'Honoré Mercier. Mais, aux jours de 1900, quel spectacle s'offrait tout à coup aux jeunes idéalistes que nous étions, impatients de saisir la rampe, rêvant de ressaisie, de renaissance nationale ? Hélas ! une souveraine idolâtrie absorbait les meilleures énergies de nos chers compatriotes, ivres de passion politique et partisane. Pays, province, nationalité, tout cela rapetissé au culte du Parti, du Parti avec une majuscule, unique veau d'or proposé à nos adorations, sans garanties bien précises sur la pureté de son métal. Cependant, je crois pouvoir rendre ce témoignage à ma génération : elle ne fut pas une génération de résignés. Elle a tenté une réaction, et elle l'a tentée dans tous les domaines, réaction la plus vigoureuse, la plus constructive peut-être, quoi qu'on dise, inscrite dans notre histoire depuis un siècle. En outre, pendant trente ans, cette réaction s'est incarnée dans un coryphée prestigieux, homme de pensée et d'action, homme de foi, la plus pure, la plus dynamique incarnation de notre petite race française, Henri Bourassa. L'homme vient à peine de mourir. Et voilà que l'année 1952 nous aura trouvés aussi désunis, et surtout aussi désorientés qu'il y a un demi-siècle, plus peut-être que nous ne l'avons jamais été, non plus cette fois par les idéologies partisans auxquelles, grâce à Dieu, le peuple croit de moins en moins, mais par un déplorable négativisme, un scepticisme léger et frondeur sur les problèmes fondamentaux de notre vie, quand le tout ne se résume pas à une puérile et violente insurrection contre le credo des générations anciennes.

Et à quelle heure se produit cet étrange état d'esprit ? A l'heure suprêmement inquiétante de cette moitié du 20^e siècle. Si les historiens de l'avenir cherchent un jour l'événement dominant dans la vie du Canada français de 1900 à 1950, celui qui aura exercé sur son histoire la pression la plus lourde, ces historiens ne s'arrêteront, ce me semble, ni

aux offensives de l'impérialisme britannique, non plus qu'aux assauts du centralisme, centralisme canadien ou du centralisme mondial. Mais ils pointeront du doigt le choc de la civilisation américaine. Choc qui n'aura rien épargné, qui aura tout secoué : structures économiques, sociales, morales, religieuses; je dirai même politiques. Car enfin, s'il est arrivé que vers 1950 nous ayons connu, au Canada, un ressaut du centralisme politique, nous l'aurons connu, pour d'autres motifs ou prétextes, sans doute; mais il aura aussi cherché sa justification dans des nécessités de guerre; et parce que vers le milieu de ce siècle, le Canada sera devenu un satellite des Etats-Unis, leur premier blindage contre la menace soviétique. Certes, je n'ignore point à quelle rencontre de toutes les civilisations le monde assiste en ce moment, et dans quelle mêlée presque toutes s'affrontent. Mais ai-je besoin d'indiquer d'où nous vient et d'où nous viendra longtemps l'influence la plus active et la plus désagrégeante ? Pas plus que je n'ai besoin d'indiquer, je pense, que ce n'est guère par la menace de ses milliards engagés dans des entreprises de toutes sortes, ni par la puissance et le prestige de son incomparable technique, ni même par les grands côtés de sa civilisation intellectuelle, que le propagandiste en chef du **birth control**, le pays d'un meurtre à toutes les 40 minutes et de 60 suicides par jour influence le plus dangereusement le monde contemporain.

III

Duel de civilisation

Qu'est-ce à dire ? Le problème de notre avenir se présenterait-il sous l'aspect d'un duel de civilisation ? J'ai bien envie de répondre : Oui. Duel, problème de civilisation, bien plutôt que duel politique à l'intérieur du Canada, ou recherche du statut politique qu'exigerait l'avenir. Je crains, là-dessus, que nous ne gardions la funeste habitude de raisonner comme si nous étions enfermés dans un monde statique, immobile, alors que l'histoire se déroule au rythme accéléré. Je me souviens qu'en 1917, à la fin de mes cours sur la Confédération, pour reconforter mes compatriotes qui broyaient du noir — c'était pendant la première grande Guerre — je leur disais : "Si la pensée de l'avenir fait entrer dans nos poitrines des doutes trop angoissants, c'est . . . que nos pronostics se déroulent comme si ces grandes choses très humaines, qui s'appellent la république américaine et l'empire britannique, avaient les promesses de l'éternité." Phrase imprudente qui faillit me fermer au nez les portes de la Société royale. Mais me suis-je si gravement trompé sur le sort d'un certain empire, alors pourtant au faite de sa puissance ? En ce moment nos pronostics ou nos appréhensions s'échafaudent, les yeux fixés, malgré nous, sur la dimension politique du géant voisin et de son officier d'ordonnance, le Canada. Et pourtant, que seront demain les Etats-Unis ? A l'état de puissance industrielle, commerciale, financière, il paraît bien qu'ils aient atteint leur sommet. Or s'il est un fait qu'enseigne l'histoire, ne serait-ce point que tout sommet de civilisation est déjà le prélude de la première décadence ? D'aucuns songent parfois, pour le Québec, à ce que l'on est convenu d'appeler le séparatisme ou rupture du lien fédéral, rupture, à mon avis, qui ne pourrait être qu'une solution désespérée le jour où, acculés à la reddition, nous n'aurions plus que le choix de risquer le tout pour le tout. Mais le séparatisme, qui nous dit qu'il ne viendra pas à nous, sans que nous ayons besoin de le chercher ? Au jeu périlleux qu'elle se permet, par ces violations

flagrantes et répétées de ses principes de base, où s'en va la Confédération canadienne ? Pensons quelquefois que nous vivons dans un monde en marche et à qui il arrive, même le plus souvent, d'aller au pas de course. Non, je persiste à le dire, notre problème capital n'est pas de l'ordre politique. Le plus urgent n'est pas de chercher sous quel régime politique nous vivrons demain ou après-demain, mais bien plutôt de savoir si, dans ce duel de civilisation déjà dangereusement engagé, nous choisirons de rester ce que nous sommes, sous quelque régime que ce soit. Vie ou mort ? Peuple français, de culture et de civilisation françaises, ou peuple inverti, abâtardi, sous-produit de la civilisation anglo-saxonne ? Tels sont bien les termes exprès du choix profond. Mettons-le nous bien dans la tête : le cadre politique le plus favorable, le mieux adapté à nos exigences de vie, ne nous sauvera pas de la mort, si d'abord ne parvient pas à se loger en nous, la robuste volonté de la vie. Nos ancêtres, beaucoup plus faibles que nous le sommes, ont longtemps réussi à tenir le coup, en des cadres politiques souvent adverses, parce qu'ils ont toujours porté, au plus creux de leur âme, l'irréductible résolution de vivre. Vivre malgré l'Iroquois, malgré l'Anglo-Américain. Vivre malgré la conquête anglaise, malgré les Craig, les Drummond, les Dalhousie, malgré les échafauds de Colborne; vivre malgré l'Angleterre de Durham, de Russell, de Sydenham, de Metcalfe; vivre malgré les lâchetés ou trahisons de leurs politiciens, malgré leurs propres lâchetés et leurs propres trahisons; vivre petitement peut-être, mais vivre quand même, pour l'amour de la vie, de la liberté, de l'indépendance, pour ce qu'il y a de bienfaisant et de sacré dans la fidélité à son être, à son âme, à sa foi, à sa culture, à sa civilisation.

Méthodes de défense

Vivre, fort bien. Mais comment ? Dans ces chocs de civilisations, il n'existe, pour le faible ou le petit, ni trois ni quatre méthodes de résistance; il n'en existe que deux : le repli sur soi, le renfrognement isolationniste, toutes portes et fenêtres fermées contre les courants d'air; ou bien ce que j'appellerais la défensive-offensive; se défendre à force de vigueur interne, au besoin emprunter à l'agresseur, emprunter pour assimiler, s'enrichir, et par là, libérer les énergies créatrices de son génie propre. De ces deux méthodes ou tactiques, laquelle choisir ? Inutile de songer au repliement. Reli-

sons, s'il le faut, le poème de **La Conscience** dans la **Légende des siècles** de Victor Hugo. Pas plus que l'assassin biblique, tapi dans sa fosse ou derrière sa ville d'airain, ne pouvait se dérober à l'oeil accusateur de Dieu, qui donc dans ce monde d'aujourd'hui, traversé de part en part par toutes les ondes, voudrait croire à l'efficacité des murailles de Chine? Est-il Esquimau des pôles ou Négritos de l'Afrique centrale, qui puisse échapper aux techniques modernes? D'autre part, la tactique de la défensive-active, il faut bien s'en rendre compte, ne va pas sans danger. Comment emprunter, imiter, sans tomber dans le mimétisme, dans le vulgaire plagiat, comme font, par exemple, à l'heure actuelle, trop de primitifs d'Afrique et certains pays de l'Islam, menés d'un bond trop rapide, à l'occidentalisme, ou comme font encore certains pays que nous connaissons bien qui se laissent américaniser dans la plus magnifique inconscience? Une question préalable se pose: Est-il possible d'adopter partiellement une civilisation étrangère et puissante sans être poussé à son adoption totale? Question redoutable qui nous amène au noeud du problème. Et ce noeud, le voici: notre état de santé dûment diagnostiqué, révélerait-il la vigueur d'âme qui conditionne le geste défensif victorieux, tout comme la forte et saine capacité d'assimilation? Si vous le voulez, je poserai le problème en des termes plus précis: à la question "Où allons-nous"? croyez-vous que nos chefs d'aujourd'hui, l'élite, la masse de la nation, soient prêts à répondre: "**Nous irons où nous voudrons, où nous aurons choisi d'aller**". Mesdames, Messieurs, tout est là, dans ces quelques mots, dans ce choix. A la condition expresse, ajouterai-je pourtant, que le choix contienne tout ce qu'il implique loyalement: d'abord, et sans doute, la volonté résolue de vivre, mais encore la conquête franchement décidée des conditions essentielles de vie pour tout peuple et, plus précisément pour notre peuple à nous, aperçu dans son contexte historique et géographique. Ces conditions, sommes-nous prêts à les accepter?

En premier lieu, la volonté de vivre, la volonté de faire notre histoire, puisque toute histoire humaine est grandement affaire de volonté et que la nôtre devra l'être plus que jamais. Je ne m'attarderai pas à démontrer cette trop évidente vérité. Chacun peut rêver d'un Canada français magnifiquement gouverné, de structures équilibrées, réalisant en perfection sa synthèse de vie, pays d'ordre, pays musclé, pays de paix, pays de foi. Mais ce ne sont pas là ai-je besoin de le dire, des merveilles spontanées de l'histoire ni du hasard, pas

plus que des miracles que l'on puisse attendre d'en haut, les bras croisés. Dieu qui abandonne aux hommes le plein exercice de leur liberté, les laisse libres de bâtir leur histoire comme ils l'entendent; et c'est pourquoi ils la bâtissent si souvent de travers; tout comme il leur arrive aussi, lorsqu'ils se servent de leur esprit, de la bâtir magnifiquement. Retenons bien, en tout cas, cette importante vérité : Dieu ni l'Eglise ne nous sauveront sans nous. L'Eglise n'a pas mission de "résoudre directement des problèmes qui relèvent de la technique". Pie XII le rappelait, dans l'un de ses premiers messages de Noël : "il ne faut pas attendre de l'Eglise ce qu'elle ne peut ni ne doit réaliser; elle anime tout; elle ne façonne pas elle-même la civilisation". Comptons d'abord sur nous-mêmes pour vivre. Et surtout ne comptons pas trop sur les autres pour nous défendre. Il nous arrive de dire parfois : "Nous sommes trop gros pour être mangés". Soit, mais encore faudrait-il nous guérir de la manie assez peu intelligente de nous laisser manger, ou de nous manger nous-mêmes.

Nécessité de l'autonomie provinciale

Parmi les conditions essentielles de vie pour notre peuple, je placerai, vous vous y attendez bien, l'autonomie provinciale. Le cadre ou le régime politique, ai-je dit plus haut, importe moins que la volonté primordiale de vivre. Ce cadre ne laisse pas d'importer grandement. Il saute aux yeux qu'un Etat déterminé à défendre efficacement sa culture et sa civilisation doit être maître, en particulier, de son droit, de son enseignement, en un mot de toutes les institutions juridiques, sociales, culturelles où s'incarne et s'exprime cette civilisation. A plus forte raison, déjà maître de ces institutions, ne doit-il ni sottement les sacrifier, ni même les mettre en péril. Pendant cent ans, d'un mouvement parfois instinctif, le plus souvent raisonné, nos pères ont fait, de cette autonomie, le suprême objectif de leurs luttes politiques. On ne me fera pas croire que tant de générations se sont trompées en discernant là, pour la nationalité, une exigence vitale. Au surplus, dans le centralisme canadien, tel qu'il a pris forme depuis la première Grande guerre, ne commettons pas l'erreur de voir un ennemi nouveau. C'est toujours le vieil ennemi d'hier, mais singulièrement plus redoutable depuis qu'il a modernisé son armement et qu'il s'est donné sa petite cavalerie de Saint-Georges.

La situation, du Québec n'a pas non plus changé.

Pas plus aujourd'hui qu'hier, il ne saurait, sans tout perdre, renoncer à sa tradition autonomiste. Lorsqu'en dépit des garanties constitutionnelles les plus expresses, un Québec autonome a toutes les peines du monde à faire respecter le fait français en ce pays, et qu'il doit même affronter, chez lui, de la part du fédéral, une politique constamment provocatrice, — demandez-le aux voyageurs de Dorval — qu'advient-il le jour où le Québec, ayant plié le genou devant la dictature d'Ottawa et devant ses sacs d'or, se sera volontairement découronné de ses plus hautes prérogatives ? André Laurendeau écrivait dans le **Devoir** du 6 février dernier, en réponse au **Globe and Mail** : "Nous sommes de ceux qui refusent d'en sortir (la Confédération) ni par la sécession, ni par la mort." Il faudrait ajouter, pour les anesthésistes de la capitale outaouaise : pas même la mort par l'euthanasie. Tout comme il serait bon de rappeler à ces Messieurs du **Globe and Mail** et à leurs pareils, que la défense de l'autonomie provinciale, bien loin d'ébranler la Confédération, contribuerait peut-être à la fortifier en empêchant qu'entre les parties toujours si mal jointes de ce grand corps, le lien politique ne devienne principalement un vulgaire lien d'argent. Quant à ceux de nos compatriotes d'origine française, facilement hypnotisés par le mirage de l'unité nationale **coast to coast**, et qui, en cette controverse, nous trouvent déplorablement canadien-français et pas assez canadien **at large**, je n'entreprendrai pas de leur démontrer, une fois de plus, qu'on doit au moins sa première allégeance sentimentale à l'entité historique d'où nous sont venus ces biens sacrés que sont la foi religieuse, l'héritage culturel. Mais je demanderai à ces compatriotes s'ils ont jamais fait l'inventaire de notre nationalisme à la française ou à la québécoise ? Pour ma part, quand je prends conscience de notre façon d'entendre l'esprit de 1867, le respect du droit minoritaire, la liberté culturelle et la liberté religieuse, en un mot les grands et généreux principes du fédéralisme ; quand je constate la primauté d'affection que nous, du moins, avons vouée à notre pays, tout de même que nos oppositions foncières à l'impérialisme politique et culturel du voisin américain, sentiments, opposition qu'on pourrait nous envier en certains coins du Canada, je cherche, sans le trouver, en quoi nous serions de moins bons Canadiens que les grands patriotes d'Halifax, de Toronto, de Winnipeg ou de Vancouver.

Nécessité d'une saine économie

L'autonomie politique appelle une autre condition essentielle de vie. Et vous savez laquelle. Sans doute, faut-il se garder de tout matérialisme historique. Les facteurs économiques ne font pas toute l'histoire ni ne conditionnent seuls la vie des peuples. Mais devant le spectacle des farouches rivalités modernes pour le partage ou l'accaparement des biens matériels, et devant aussi le spectacle des luttes de classe en train de se généraliser, qui niera que l'économique ne fausse et n'empoisonne la vie de notre univers ? Comment nier nous-mêmes que, depuis 1760, le problème économique n'ait affreusement faussé notre histoire et que, dans les jours prochains, le mal ne puisse dangereusement s'aggraver ? Les hommes de ma génération ont vu se développer, sous leurs yeux, à un rythme rapide et formidable, deux colosses, les Etats-Unis et l'Union soviétique. En quelques années, ces deux ont éclipsé, déclassé les puissances européennes. Et qui ne sait que ce développement prodigieux, l'un et l'autre le doivent à l'exploitation de leurs riches et immenses territoires, exploitation qu'est venue accélérer et rendre cumulative, l'efficiency des techniques, elles-mêmes stimulées par l'effort des deux grandes guerres ? Où donc en seront nos inquiétants voisins d'outre-quarante-cinquième, lorsque devant la menace suprême du colosse rival, obligés d'arc-bouter leurs énergies, ils auront jeté dans la balance le plus grand effort de leur histoire ? Où donc en serons-nous, nous-mêmes, quand nous savons déjà la part qu'ils assument ou qu'ils s'arrogent dans l'économie québécoise ? Car enfin, c'est une leçon de l'histoire que la pénétration économique précède généralement la domination politique. Mais alors la question fatale se pose de nouveau : Où allons-nous ? Ne nous reste-t-il qu'à nous incliner devant l'irréparable, qu'à prendre rang pour jamais, parmi ces nations infortunées, que Mussolini appelait les "nations prolétariennes" ? Quoi faire ? J'avoue qu'il n'est pas facile de répondre à la question.

Les Canadiens français ne pourraient-ils commencer toutefois par se libérer de ce complexe d'infériorité qui fait que, seuls au Canada, ils n'osent pratiquer comme tout le monde la solidarité économique, sans se croire coupables de nationalisme pervers ? Nous nous laissons accuser, par le premier venu, de nationalisme politique et économique ; et souvent nous sommes les plus prompts à nous en accuser nous-mêmes, cependant qu'en ce pays, — et il m'est facile de le démontrer à mes amis anglo-canadiens — il n'y a point de peuple moins nationaliste que

les Canadiens français qui, en politique comme en affaires, le fait crève les yeux, ont passé leur temps à faire la fortune des autres. En second lieu, et voilà qui presse peut-être davantage, ne conviendrait-il pas de restaurer dans nos esprits, la notion vraie du progrès économique ? Trop des nôtres ont pris l'habitude de mesurer et d'estimer ce progrès d'après le nombre des cheminées d'usines surgies chaque année du sol québécois, d'après les harnachements de nos pouvoirs hydrauliques, d'après la quantité de mines éventrées, d'après les portions de notre domaine livrées à l'exploiteur, d'après les milliards de l'étranger engagés dans nos industries. J'en appelle aux économistes orthodoxes, sont-ce là des normes qu'ils puissent accepter ? Quand donc, catholiques que nous sommes, penserons-nous à définir le progrès économique à partir de l'homme, et non pas même de ce que l'homme peut recueillir en sous et en piastres, mais de ce que lui vaut ce progrès pour ses valeurs de fin, pour le rendre plus homme, lui donner accès à la propriété, lui permettre de fonder une famille, l'intégrer dans la cité, non pas à l'état de serf mal résigné, mais comme une personne libre, capable d'aspirer à toutes les émancipations légitimes ? Quand donc aussi définirons-nous le progrès économique, dans le Québec, à partir d'une collectivité dont l'intérêt se confond assez largement avec le bien commun et qui aurait peut-être le droit de penser que les ressources naturelles de la province, le bien de ses pères après tout, pourraient lui profiter à elle-même, pour la défense et l'épanouissement de sa culture, avant de profiter principalement à l'étranger ? Peut-être encore y aurait-il lieu d'opérer d'assez profondes réformes dans certains secteurs de notre économie. Y a-t-il des raisons, par exemple, pour que la province qu'on nous dit la plus riche du Canada, en forêts, en pouvoirs hydrauliques, en ressources minières, soit en même temps la province qui possède la plus forte proportion d'industries primaires et qui, pour cela même, paie les plus bas salaires à la population ouvrière la plus chargée de famille ?

Je n'oublie point, veuillez le croire, qu'aucun régime économique ne saurait aller sans une population d'ouvriers, pas plus que je ne fais difficulté d'admettre qu'un pays jeune et relativement pauvre ne puisse se passer, à certain stade de son développement matériel, des capitaux et de la technique de l'étranger. Mais je me crois fondé à soutenir d'autre part qu'aucun peuple ne peut vivre normalement ni s'attacher à ses traditions et à sa culture, s'il est appelé à ne fournir à l'économie nationale

et de façon indéfinie, que des manoeuvres et des sous-ordre : comme si sa culture et sa civilisation le vouaient par conséquent à l'irrévocable médiocrité. Car la pire prolétarianisation, pour un peuple, ce n'est pas celle qui se fait sentir par le bas salaire et par le mode de travail ; c'est la prolétarianisation intérieure, la conviction déprimante, dans le coeur d'une population, qu'elle est condamnée sans espoir à l'infériorité économique et que la montée sociale ou l'aspiration élémentaire d'être un jour maîtresse chez elle lui sont choses interdites. Donc avis aux dirigeants de notre vie économique. On rappelle volontiers à l'ouvrier ses devoirs envers la société. Nos hommes d'affaires sont redevables autant à tout le moins que le petit travailleur, à la collectivité à laquelle ils appartiennent. Et nous ne devrions pas avoir des hommes d'affaires que pour laisser les autres diriger nos affaires et maintenir notre peuple dans la servitude et la pauvreté perpétuelles, comme s'il n'était qu'une population arriérée de l'Extrême-Orient ou de l'Afrique.

Rôle de l'intelligentsia

Problèmes cruciaux qui appellent à leur tour, d'autres éléments de vie et ceux-ci d'ordre supérieur. En ce moment, j'ai présent à l'esprit la consigne adressée, il n'y a pas si longtemps par le cardinal Suhard, aux catholiques de France : "Le premier apostolat, au carrefour où nous sommes, c'est celui de la Pensée." La consigne garde sa pleine actualité dans tous les secteurs d'une vie collective. L'on m'accordera, j'imagine, qu'un peuple tel que le nôtre, obligé de vivre sa vie en des conditions véritablement exceptionnelles, ne saurait se passer d'orientation continuelle, ni par conséquent d'éclaireurs. Mais cette orientation et ces éclaireurs, qui les lui fournira si ce n'est son élite intellectuelle ? J'en sais, dans cette élite, qui proclament volontiers leur attachement passionné à la culture française. Et c'est tant mieux. Mais cette culture française, pourquoi la dédaignerait-il où la Providence l'a préservée presque miraculeusement et où il ne tiendrait qu'à eux de la fortifier et de l'illustrer ? Car enfin s'ils n'ont pas le dessein d'émigrer un jour ou l'autre en France, à l'exemple de tant de déserteurs de 1760, et s'ils n'entendent pas opter non plus pour la futile et égoïste émigration à l'intérieur, ne trouveraient-ils pas quelque intérêt ou quelque opportunité, ne serait-ce que pour poursuivre en paix leurs rêves d'esthètes solitaires, à maintenir sur le seul

coin d'Amérique où la chose soit possible, un dernier refuge de vie française et d'esprit français ? Encore une fois, je ne leur demande pas, notez-le bien, de faire du nationalisme littéraire ou artistique. Mais ils savent au moins sur quoi se fonde l'hygiène spirituelle d'un pays et quelles déliquescences intellectuelles peuvent ébranler les structures les plus solides. Et puisqu'ils nous trouvent si pauvres et si pitoyables, j'ai peut-être le droit de leur demander, à défaut du chef-d'oeuvre qu'ils tardent quelque peu à nos offrir et où enfin nous aurions la joie et l'orgueil de nous faire pardonner notre misère, j'ai peut-être le droit de les prier, dirai-je, de nous épargner leur dédain le plus méprisant, pour ce que nous, miséreux et naïfs, osons encore appeler culture et civilisation canadiennes-françaises. Et pourraient-ils en tout cas s'aviser que ce n'est peut-être pas tout à fait leur rôle que de jeter dans l'âme populaire, l'esprit de déroute ? Messieurs les esthètes, comme j'ai envie de vous dire : nous pouvons mourir seuls et même nous charger du linceul.

Rôle de l'enseignement

Par delà les défaitistes de l'esprit, puis-je adresser un appel semblable, et si je le pouvais, encore plus pressant, à ceux-là qui, plus que tous autres, semblent-il, portent la responsabilité de notre avenir : les maîtres de notre enseignement ? Savent-ils qu'un peu partout, d'excellents esprits qui ne sont pas des nationalistes, — ce qui, en certains milieux, autorise à rejeter dédaigneusement toute opinion — savent-ils que beaucoup s'interrogent avec anxiété sur l'état d'esprit d'une trop forte portion de la jeunesse qu'on nous dit démunie de tout souci national ? Ces maîtres appartiennent à un type d'enseignement qui offre le rare avantage d'être un enseignement libre, respectueux de la personne humaine et de la foi religieuse, enseignement comme il s'en trouve peu ou point d'exemple dans les États contemporains. Ces maîtres enseignent en outre une langue reconnue, dans les temps modernes, pour l'un des plus souples instruments de l'esprit humain. Par cette langue et par cet enseignement, ils se rattachent aux traditions intellectuelles des plus riches humanismes, au génie de l'une des nations les plus policées du monde. Ces maîtres sont, en outre, les fils d'un petit peuple qui, à ce que l'on entend dire, aurait tout de même accompli quelque miracle en Amérique du Nord, et, même, par ses missionnaires, une oeuvre unique et splendide sur d'autres conti-

nents. Comment se fait-il que la jeunesse sortie des mains de ces maîtres ne sache rien de ses privilèges et de ses bonheurs ou n'en éprouve qu'une médiocre fierté ? Comment expliquer surtout qu'une jeunesse catholique, sous prétexte d'un catholicisme plus aéré, plus dégagé du terrestre et du temporel, soit élevée dans une indifférence pratique à l'égard de ces riches et solides valeurs humaines, quand le chef de l'Eglise actuelle, le Pape Pie XII, s'adressant en 1946 aux membres du Congrès international de philosophie, y disait : "Eduquer la nouvelle génération dans les sentiments d'une vraie humanité. Que soit sacré, pour les jeunes, tout ce qui a visage humain : sacrée la famille, sacré tout peuple et toute nation, comme leur est sacré leur propre peuple et leur propre patrie." Mesdames, messieurs, n'y aurait-il que chez nous que ces choses-là ne seraient pas sacrées ? Certes, je n'accuse pas tous les maîtres. Je sais trop de quelle clairvoyance et de quel dévouement font preuve un bon nombre d'entre eux. Mais je m'en prends à des résultats par trop généraux et qui n'échappent qu'à ceux-là qui portent bandeaux sur les yeux. Depuis trop longtemps, entends-je dire, l'état d'esprit de notre enseignement et de notre éducation au Canada français constitue un véritable drame. Nous sommes perdus par ceux-là qui devraient nous sauver. Notre enseignement à tous les degrés voudra-t-il se rendre compte qu'il ne constitue point, dans la vie nationale, un rouage indépendant, et qu'il aurait peut-être pour fonction, non de servir ses idéologies propres, non plus que celles d'un clan ou d'un parti, mais d'abord la nationalité dont il est le serviteur et qui le fait vivre ? S'avisera-t-on de penser, en bas comme en haut, qu'il paraîtrait assez paradoxal, dans l'histoire prochaine, qu'un système d'enseignement né, fondé au début du 19e siècle, pour donner au Canada français des chefs nationaux et faire échec à l'Institution royale, ait surtout produit des maîtres de défaitisme et abouti, en définitive, aux fins mêmes de l'Institution royale de Robert Shore Milnes ? Eh bien, non, et il serait bon qu'on s'en rendît compte, il nous sera impossible d'opter pour la vie et de croire en quelque avenir, avec une intelligentsia qui ne saurait que se moquer de cet avenir et de cette vie, tout de même qu'avec des générations de jeunes déracinés, élevés dans le plus désolant neutralisme national et qu'on aurait d'ailleurs libérés du souci de vivre. En d'autres termes, nous ne pouvons nous acharner à détruire en nous toutes nos raisons de vie et de survie, abattre, de nos propres mains, tout ce qui nous est bastion et rempart, jouer et fleureter indéfiniment avec la mort

et nous flatter ensuite d'échapper à son couperet, car je ne sache point qu'il existe une recette pour empêcher un peuple qui prend tous les moyens de se suicider d'échapper au suicide.

Catholiques ou rien

Il ne nous reste plus qu'à nous tourner vers une dernière condition de vie, la plus grave, et assurément, la plus nécessaire de toutes. Nous sommes des fils de l'Eglise. Nous arrive-t-il de réfléchir à la haute signification de ce titre ? L'Eglise, avons-nous appris, c'est le Christ. "C'est Jésus-Christ répandu et communiqué", disait Bossuet. Divine comme son fondateur, l'Eglise est également humaine comme lui. Et, par ce côté, elle s'incarne dans l'histoire de l'homme et dans la géographie d'une terre. Mais, en raison de cette incarnation, apercevez-vous quelle dignité singulière l'Eglise confère aux peuples qui l'ont accueillie et en ont fait leur mère, quelle prime d'assurance elle leur apporte, et d'abord quelle mission devient la leur ? Car l'Eglise est essentiellement dynamique, expansive. Elle ignore les frontières closes. Pour étonnante que la chose paraisse, il faut maintenir que le Christ requiert le secours de ses membres pour accomplir l'oeuvre de Rédemption. "Le corps a besoin de la Tête; mais la Tête a besoin du corps." "Le monde a besoin de l'Eglise pour sa vie; l'Eglise a besoin du monde pour sa croissance et son achèvement". En sorte que tout peuple qui a reçu la foi, devient, par mission et par appel spécial, porteur de flambeau, engagé dans la suprême entreprise de Dieu qui a pour fin la conquête universelle du monde. Pour tout cet ensemble de raisons, me reprochera-t-on d'affirmer qu'il ne saurait être dans la logique surnaturelle qu'un peuple catholique disparaisse, sans qu'il y ait uniquement de sa faute ? C'est que, voyez-vous, il n'est pas indifférent à l'Eglise qu'elle garde ou qu'elle perde les peuples qu'elle a conquis, s'il ne lui est pas indifférent qu'elle avance ou qu'elle recule ses frontières. En nul point du monde, la chose est certaine, l'Eglise ne s'est incarnée pour y mourir.

Oh ! je le sais. Il y a des nations périssables. Il y en a tant qui ont péri. Et il n'est pas sûr que ce soit l'ordre, le bien, la raison, la liberté qui finissent par l'emporter. La victoire définitive du Christ, si nous en croyons les Apocalypses, s'élèvera sur l'effroyable chaos du monde et du cosmos. Et nous-mêmes, petit peuple né et grandi

dans la foi, nous sommes déjà touchés, touchés dans nos forces vives, dans nos institutions de base, dans nos moeurs privées et publiques. Et il paraît bien que nous sommes menacés de l'être davantage. Des observateurs même non catholiques l'ont noté : "Partout la civilisation technique expulse le sentiment religieux." Il n'existe plus de chrétienté close. Car c'est un autre fait contemporain que la compénétration presque universelle des deux cités : la chrétienne et la païenne. Il n'en reste pas moins démontré et ce sont des faits de constatation quotidienne et facile, que la plupart des doctrines qui tentent aujourd'hui de réconcilier les hommes et les peuples et de remettre un peu d'ordre dans la confusion universelle, ne réussissent qu'à accroître le chaos, et que, d'autre part, il n'y a d'ordre, de liberté, de progrès de civilisation et d'accroissement du patrimoine social, que là seul où le Christianisme, à des degrés divers, a conquis quelque emprise. Du reste, regardez donc : dans l'effroyable tempête déchaînée sur le monde, il n'y a, et c'est une évidence offerte à tout esprit droit, il n'y a qu'un phare dont les feux ne vacillent ni ne faiblissent, celui de Rome; un seul bateau qui tient victorieusement la mer, la petite barque de Pierre.

Que ce spectacle nous instruisse. Nous serons catholiques ou nous ne serons rien. Nous pouvons, hélas, tourner le dos à la vieille foi, ouvrir nos portes et nos poitrines à tous les poisons, à tous les souffles malsains en train de démolir notre pauvre humanité; nous pouvons donner le scandale d'un peuple favori de l'Eglise qui, pour de l'or et de la jouissance, aura renié sa mission et son Dieu, et alors, soyons-en sûrs, ce sera le naufrage dans les remous de la barbarie technique où nous ne serons plus que l'épave pourrie que les gens de la côte ne se donnent même pas la peine de recueillir. Ou nous choisirons envers l'Eglise le parti de la fidélité. Et alors, croyons-en les promesses du Christ et l'évidence contemporaine, nous garderons un sens élevé de la famille, une certaine qualité de moeurs privées et publiques, un certain niveau d'ordre social, et tout petit peuple que nous soyons, nous atteindrons à une destinée unique et splendide. Aux côtés de nous, les grandes puissances de chair continueront de s'abandonner à l'aveugle "dialectique de la matière"; elles achèveront de s'user dans leurs guerres cycliques et hypocrites pour la prétendue liberté des peuples. Pendant ce temps-là, ici, en Amérique du Nord, une petite nation de quelques millions d'âmes qui, avec d'autres petits peuples de son espèce, se sera re-

fusée aux folies de son époque, servira peut-être de champs d'expérimentation aux reconstruteurs des civilisations éteintes.

Conclusion: Pourquoi je parle

Où allons-nous? Vie ou mort? Le choix est entre nos mains. Avec l'aide de Dieu j'ose l'espérer, nous irons où nous aurons choisi d'aller. Je ne vous ai pas caché toutefois, à quelles conditions essentielles, au prix de quels engagements. Je n'ai pas voulu, selon la mode des romanciers anglais, me livrer au jeu assez futile de l'histoire d'anticipation. Mon rôle, je l'ai conçu plus simple. J'ai voulu d'abord parler, avertir, tant je souhaiterais que ne monte jamais de ce peuple que j'ai aimé, la plainte nostalgique d'avoir irrémédiablement perdu son âme. C'est déjà quelque chose d'émouvant que la mort d'un homme, cette fuite, ce départ vers un monde d'où l'on ne revient jamais. Au-dessus d'une tombe humaine flotte néanmoins une espérance: **Ubi mors est victoria tua? O mort, où est ta victoire?** Au-dessus de la tombe d'un peuple ou d'une civilisation disparus, rien ne flotte qu'une incurable mélancolie, la mélancolie de la mort sans résurrection possible.

Chassons ces images funèbres. L'avenir est-il décidément fermé aux petites nations? Dans l'univers concentrationnaire, on parle de leur écrasement comme d'un destin inexorable. Certes, c'est un fait que cette forme monstrueuse de notre univers. Mais il y a aussi d'autres faits. Un bruit emplit le monde, et c'est le fracas des empires coloniaux que l'un après l'autre font s'écrouler de jeunes et même vieux peuples impatients d'indépendance. Il y a unification des continents par l'abrègement des distances, par l'interdépendance des économies diverses. En revanche, l'on ne peut non plus ignorer les réactions correspondantes des entités historiques et des cultures nationales. Et, sur le plan politique et sur celui des idéologies sociales, des divisions profondes s'affrontent qui, selon tout apparence, resteront longtemps irréconciliables.

Notre choix

Mais le choix, notre choix, nous est-il possible de prévoir quel il sera? J'aime me rappeler que nous n'en sommes pas aux premiers chocs de civi-

lisations. Jadis, lors du choc de la sauvagerie iroquoise, une petite moniale de l'Hôtel-Dieu de Québec écrivait en France : "Je tiens trop au Canada pour pouvoir m'en détacher. Croyez-moi... il n'y a que la mort ou un renversement général du pays qui puisse rompre ce lien." Quelques années plus tard, sur un coteau qui ne nous est pas inconnu, une poignée de jeunes "Montréalistes" sacrifiaient leur vie pour la même cause. Contre le choc de la civilisation anglaise, nous n'avons pas oublié les fières résistances d'un Frontenac, ni non plus celles d'un Vaudreuil, le gouverneur canadien de 1760, qui écrivait au chevalier de Lévis aux derniers jours de la colonie : "Nous sommes effectivement mal, Monsieur; mais il n'y a pas de notre faute. Nous aurons en tout temps la consolation de dire, et tout l'univers en conviendra, que nous avons fait même au delà de ce qui était possible." Au lendemain de 1760, lorsque le choc de la même civilisation se faisait plus vif, je vois les vaincus d'hier prêts à l'exil pour sauver leur âme, menaçant, comme ils disaient, d'aller "grater la terre... ou ils pourraient mettre leur vie et celle de leurs Enfants à la Brie de l'injustice..." Puis, je me rappelle d'autres dates historiques de même résonance : celles de 1774, de 1792, de 1837, le cri de Chevalier de Lorimier à la veille de monter sur l'échafaud : "Vive l'indépendance !"; puis, à l'époque sombre de l'Union, aux jours de l'abominable politique de 1840, j'entends la fière protestation du jeune chef de trente-trois ans, au parlement de Kingston : "Quand la langue anglaise me serait aussi familière que la française, je n'en ferais pas moins mon premier discours dans la langue de mes compatriotes canadiens-français..." Puis, cinquante ans plus tard, j'entends Honoré Mercier qui ponctue du poing ces petites phrases péremptoires : "L'amour de la religion et de la nationalité de nos pères est gravé dans nos coeurs, et personne, pas même le plus puissant des tyrans, ne pourra nous enlever cet amour... Cette province de Québec est catholique et française, et elle restera catholique et française..." Au premier congrès de la langue française, en 1912, j'entends celui-là qui fut l'éloquente incarnation des minorités françaises au Canada, l'archevêque Langevin de Saint-Boniface, jeter à la foule ces fières paroles : "La persécution décourage les races sans vigueur et les hommes sans convictions, comme la tempête abat les arbres sans racines; mais elle provoque et avive les courages des coeurs vaillants. A ceux qui veulent nous arracher ce qui nous appartient, nous devons répondre avec une fierté toute française et une détermination

toute britannique : "Ce que nous avons, nous le gardons". Enfin, plus près de nous, j'entends Henri Bourassa s'écrier à Notre-Dame de Montréal : "N'arrachez à personne, ô prêtres du Christ ! ce qui est le plus cher à l'homme après le Dieu qu'il adore... Mais, dira-t-on, vous n'êtes qu'une poignée...; pourquoi vous obstiner dans la lutte?... Nous ne sommes qu'une poignée, c'est vrai; mais nous comptons pour ce que nous sommes et nous avons le droit de vivre"

Il y aurait donc, au fond de notre histoire, une tradition ininterrompue de résistance et d'engagements solennels. Il y a une autre tradition, je le sais, et qui s'est prolongée jusqu'à nous. Mais j'ai retenu que, dans l'histoire d'un peuple, ce sont en définitive les dominantes qui finissent par l'emporter. Et c'est pourquoi, comme il y a cinquante ans, à mon entrée dans la vie, je reste un incorrigible espérant. Et je crois pouvoir m'assurer qu'aucun défaitiste de chez nous ni d'ailleurs ne m'ôtera ma foi dans l'avenir de mon petit pays français.

BNQ



000 298 214

LE DEVOIR

le journal

*qui parle de tout,
dont tout le monde parle,*

*qui voit tout,
qui dit tout.*

*Il est en vente,
mais pas à vendre.*

**ACHETEZ-LE
TOUS LES JOURS**